

Libération (site web)

lundi 26 août 2024 - 13:28:11 1009 mots

Du Comité des forges au Medef, un même combat patronal contre tout front populaire

Jean-Christophe Féraud

Le patron des patrons Patrick Martin agite de vieilles peurs contre le programme de gouvernement proposé par la gauche unie. Ses mots sont ceux de la macronie et ses objectifs les mêmes que ceux du patronat en 1936, 1968 ou 1981 : barrer la route à un projet de redistribution et de justice sociale pourtant mesuré.

Pour ne rater aucun billet de Jean-Christophe Féraud, inscrivez-vous aux [newsletters de nos chroniqueurs](#)

Quatre-vingt-huit ans séparent la victoire du Front populaire de la majorité relative obtenue à l'Assemblée par le Nouveau Front populaire. Le contexte politique, économique et social de la France de 1936 n'est évidemment pas le même que celui de la France d'aujourd'hui. Mais il est fascinant de constater combien le patronat n'a pas changé d'état d'esprit face à «la menace» d'une gauche unie accédant au pouvoir. Nous en sommes en 2024 et c'est le même frisson, la même peur – celle de 1936, de 1968, de 1981 – qui traverse l'échine de son organisation phare, le Medef, à la seule évocation d'une mise en œuvre, même partielle, du programme pourtant raisonnablement très keynésien du Nouveau Front populaire (NFP).

Avant même de prendre la parole devant ses ouailles ce lundi à Longchamp en ouverture de la Rencontre des entrepreneurs de France (REF), le président du Medef, Patrick Martin, s'est fait le porte-voix de ce patronat qui joue toujours à se faire peur. Par exemple ce matin au micro de France Inter : «*Les patrons sont inquiets : l'économie n'aime pas l'indécision et encore moins les menaces.*» Mais à quelles menaces pense le patron des patrons ? [Réponse dans le Figaro du jour](#) : «*Si le programme de LFI était appliqué, ce serait insupportable pour le pays [...] Nous entrerions dans un tout autre régime.*»

Discréditer un programme de justice sociale

Faut-il comprendre que pour le Medef, un gouvernement NFP ce serait les soviets, même sans la participation de ministres LFI ? Non, Patrick Martin n'a rien contre Lucie Castets , c'est du programme qu'il ne veut pas. Ce sont d'ailleurs les éléments de langage de la macronie, qui ne veut voir dans la gauche unie que Mélenchon, qu'il reprend mot pour mot. Avec le même objectif : discréditer le programme de justice sociale porté par la gauche. Difficile évidemment de nous refaire le coup des chars russes sur les Champs-Élysées comme à la veille de la victoire de Mitterrand en 1981. Mais le parallèle grotesque n'est pas loin : «*l'augmentation du smic à la charge des entreprises, le rétablissement d'un ISF [...] tout cela serait immédiatement sanctionné par une fuite de capitaux*», avertit Patrick Martin. Quarante-cinq ans ont passé et c'est toujours le même réflexe pavlovien chez les plus aisés. Pour paraphraser Georges Marchais à l'envers : «*Liliane, fais les valises de billets, on va tout mettre au coffre en Suisse.*»

La gauche au pouvoir ? Pour le Medef ce sont les sept plaies d'Égypte assurées. Et d'égrener dans *le Figaro*: «*Si le programme de LFI venait à être mis en œuvre, nous subirions immédiatement une sanction sur nos finances publiques*» ; «*Si la réforme des retraites était annulée, il y aura un déficit supplémentaire des retraites de 17 milliards d'euros par an*» ; «*Si le smic était porté rapidement à 1 600 euros [...] cela mettrait en péril des pans entiers de notre économie*». On en passe. Sans oublier que tout cela «*va précipiter des dépôts de bilan*», assure Patrick Martin. A l'en croire, la gauche au pouvoir, c'est rien de moins que la faillite du pays au tournant : «*Ce ne sera pas économiquement supportable*», a-t-il assené sur Inter.

Jamais autant de cadeaux aux entreprises que sous Emmanuel Macron

Le patronat agitait les mêmes peurs à l'été 1936 quand le Front pop mettait en œuvre son programme dans la joie et la bonne humeur ouvrière : semaine de 40 heures sans réduction de salaire, congés payés, conventions collectives... Ils avaient les mêmes mots en Mai 68 au moment de la signature des accords de Grenelle, qui débouchèrent sur une augmentation du smic de 35% et des autres salaires de 10%. Et en 1981, quand la gauche victorieuse institua la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, la semaine de travail de 39 heures. Et aussi après 1998, quand le gouvernement Jospin décréta les 35 heures et inventa les RTT. Rien de tout cela n'était possible, paraît-il. Tout l'était avec un peu de sens du dialogue social et cela n'a jamais empêché les entreprises de tourner et les riches de s'enrichir. Mais le Medef vote à droite, ce n'est pas un scoop. Patrick Martin en a fait volontiers l'aveu sur Inter : «*Nous, on considère que ce n'est pas la politique économique [du gouvernement sortant] qui a été sanctionnée*», lors des législatives, a-t-il lâché. On en est resté bouche bée. En même temps on comprend que le Medef [ne veuille rien changer à cette politique de l'offre](#) qui sert toujours les mêmes : jamais les entreprises [n'avaient été autant gâtées](#) qu'elles ne l'ont été depuis 2017 par Emmanuel Macron.

On est au XXI^e siècle et la vérité du patronat reste celle de François de Wendel, le tout-puissant patron des aciéries lorraines et du Comité des forges qui sermonnait ses homologues en 1936, trouvant qu'ils n'en faisaient «*pas assez*» en «*argent*» et en «*combines*» contre le Front populaire. Celle de François Ceyrac, qui devenu en 1972 le patron du CNPF, racontait volontiers : «*Dans les milieux que je fréquentais, on était violemment hostile, viscéralement hostile au Front populaire.*» Nous sommes en 2024 et pour le patronat, dont l'actuel porte-voix en appelle à un «*front économique*» face au NFP, c'est toujours même combat contre la redistribution et le progrès social.